

Ged Martin, éd. — *The Causes of Canadian Confederation*, Fredericton, Acadiensis Press, 1990, 172 p.

En cette époque d'instabilité constitutionnelle, les Canadiens se réintéressent aux composantes et à l'origine de la Confédération canadienne. Il n'en était pas nécessairement de même à Édimboug, en 1988, lors de la tenue d'un colloque sur l'étude des origines de la Confédération. En effet, le Centre d'études canadiennes de cette université tint un séminaire d'une journée, consacré à une discussion faisant la mise au point sur le sujet. Non pas en prévision des événements constitutionnels de juin 1990, mais plutôt en fonction d'une réévaluation de l'historiographie entourant l'Union canadienne de 1867. Il semblait pertinent, après une vingtaine d'années, de réexaminer la question. Un groupe de chercheurs canadiens et britanniques y présentèrent une série de communications visant autant à revoir le traitement historiographique de la Confédération qu'à suggérer de nouvelles approches en ce sens. On sentait le besoin de dépoussiérer les vieux classiques de Donald Creighton, W.L. Morton et Peter B. Waite.

Ce petit volume contient donc sept essais s'adressant évidemment à l'analyse des contextes sociaux, politiques, démographiques et économiques des régions des deux Canadas et des quatre provinces de l'Atlantique durant la période 1820-1867. Cependant, compte tenu que ce séminaire prend place dans le cadre d'un colloque de l'Atlantic Studies Association, les communications s'orientent plutôt vers les préoccupations des provinces atlantiques. En fait, quatre des sept présentations s'intéressent à cette région dont deux spécifiquement à la Nouvelle-Écosse, une à Terre-Neuve et l'intervention de Phillip A. Buckner, qui présente une récapitulation de l'historiographie maritime, tout spécialement à la situation des Maritimes lors de leur entrée dans l'Union.

Si l'ouvrage donne surtout la parole à l'interprétation des historiens de l'Atlantique, il est donc nécessaire de présenter brièvement l'origine de leur cheval de bataille. Ainsi, il est permis de penser que le début des années 1970 et la venue de la revue d'histoire atlantique *Acadiensis* marquent un tournant dans l'historiographie maritime et, de là, sa ferme volonté de remédier à certaines lacunes de l'historiographie canadienne. On s'attaque surtout à la façon dont les historiens « nationalistes » du Canada central traitent de la réaction et du comportement des Maritimes vis-à-vis la Confédération. Dès lors, on se donne pour mission de réinterpréter la situation sociale, politique et économique des provinces atlantiques avant et après leur entrée dans la Confédération. Dans son premier numéro, la revue *Acadiensis* lance le débat avec l'article de T.W. Acheson portant sur l'impact de la politique nationale de John A. MacDonald au tournant du siècle.

Pour mieux comprendre cette démarche, il suffit d'examiner les grandes interprétations historiques véhiculées par les historiens du Canada central des années 1960 qui, pour la plupart, sont adhérents de l'école laurentienne. Les Donald Creighton, W.L. Morton et Peter B. Waite sont alors bien convaincus que la Confédération n'est pas seulement crédible, mais qu'elle est pratiquement la seule solution envisageable pour régler les problèmes politiques, militaires et économiques de l'Amérique du Nord britannique. De l'approche nationaliste de ces historiens transpire la croyance que le Canada et la Confédération émanent d'une destinée inévitable et non d'un accident de parcours constitutionnel ou politique.

Le thème prédominant de l'ouvrage semble faire l'unanimité chez les participants : la Confédération n'était pas nécessairement inévitable et probablement pas la seule solution viable pour l'Amérique du Nord britannique des années 1860. En fait,

quatre des sept intervenants estiment qu'il y avait de très bonnes raisons pour justifier la méfiance d'une bonne partie des représentants de l'Atlantique vis-à-vis les résolutions de la réunion de Québec. S'il en est bien ainsi, la tâche des historiens consiste donc à mieux comprendre et à mieux expliquer pourquoi les provinces maritimes finissent par accepter les termes d'une union déterminée principalement dans l'intérêt des Canadiens. Les discussions doivent alors s'attarder principalement sur l'origine de l'idée de l'union.

L'ordre de présentation des essais ne semble pas être associé à une logique particulière et je ne pense pas qu'il y ait lieu de les commenter d'une manière uniforme, puisque comme c'est souvent le cas, chaque lecteur a sa vision bien particulière du degré d'intérêt de chaque présentation. J'ai plutôt opté pour un réaménagement qui, à mon avis, répond mieux à un certain cheminement chronologique et thématique formant une suite plus logique et facilitant ainsi la compréhension du texte.

Selon Peter J. Smith, l'origine de l'idée d'une union des colonies de l'Amérique du Nord britannique remonte au XVIII^e siècle et est attribuable aux Loyalistes. Du concept de ces derniers, il faut retenir trois objectifs : contrôler les tendances indépendantistes des treize colonies américaines, conserver l'unité de l'Empire britannique et développer un appareil étatique capable de freiner un glissement accéléré vers une démocratie jugée trop permmissible. L'approche de Smith aide sûrement à mieux comprendre certaines notions partagées par la majorité des participants au débat confédératif à cette époque : le désir d'éviter l'annexion aux États-Unis, une préférence pour un système monarchique plutôt que républicain et, enfin, un dédain pour la démocratie extrême.

Une fois la promotion de l'idée de l'union entamée, le débat résulte nécessairement en un partage des participants en deux camps : les pros et les antis. Ged Martin a choisi d'étudier les actions des antis qui, selon lui, ont quand même réussi à porter quelques bons coups aux promoteurs du projet. En fait, il est convaincu que l'on peut difficilement identifier la marge de manœuvre, somme toute assez mince, dont bénéficiaient les leaders du mouvement pro-union, sans s'intéresser aux actions des antis. Il explique avec grand soin la force et la nature des critiques formulées par les antis. Contrairement à la tendance observée chez les autres présentateurs, l'exposé de Martin fait beaucoup plus de place aux deux Canadas.

La présentation conjointe de Nelson, Sorderland, Wagengberg et Briggs consiste d'ailleurs à examiner la pertinence de l'union. Pour ce faire, ils s'adonnent à un examen détaillé du processus ayant mené à la Confédération. Leurs résultats ont tendance à favoriser l'argument des antis, tel qu'exposé par Martin. D'un côté, leur démarche étudie le développement du fédéralisme canadien sur une longue période et d'un autre côté, elle permet de faire un retour en arrière pour mieux saisir l'interaction des facteurs économiques, culturels et politiques. Ces facteurs sont analysés à l'échelle nord-américaine durant les quelques décennies précédant la Confédération. Les auteurs cherchent à comprendre comment ces facteurs purent contribuer au processus d'intégration des provinces d'alors à un système fédéral. De leur étude transpire certaines notions clés : la province du Canada est à la fois la plus forte économiquement et la mieux munie en chemin de fer, mais par contre, elle cherche à partager les coûts de la défense militaire; pour les Maritimes, les autres pensent que l'intégration aux États-Unis constitue une éventualité plus logique que la Confédération, n'eut été leur héritage historique provenant de la Révolution américaine et la loyauté inébranlable de cette région envers la Grande-Bretagne et ses institutions monarchiques. On s'entend cependant pour dire que l'abrogation du traité de réciprocité installe le doute chez toutes les

provinces quant à leur avenir économique et a certainement pour effet de favoriser l'union. Ils en concluent néanmoins que les circonstances prévalant dans l'Amérique du Nord britannique de la mi-XIX^e siècle ne favorisent pas l'intégration, mais ne dressent cependant aucune barrière à sa réalisation. Le Canada serait alors une entité politique qui s'amalgama sans nécessairement réaliser l'intégration.

Dans les cas de Terre-Neuve, le contexte de l'époque favorise nettement le mouvement des antis. Frederick Jones l'explique ainsi : l'île ne s'intéresse guère au chemin de fer, a peu d'espoir de concurrencer les pêcheurs des Maritimes pour les marchés du continent et ne se sent aucunement responsable des problèmes internes des Canadiens ou pour les possibilités de conflits avec les États-Unis.

Pour terminer, il me semble à propos d'examiner les interventions de Brian Tenneyson et de Phillip Buckner qui, tous deux, s'intéressent à la production historiographique entourant l'étude du processus confédératif. Tennyson s'attarde moins à l'historiographie globale qu'aux fondements de l'histoire du Canada offerts par Innis et Creighton. Ces derniers estiment en effet que le flux naturel des activités économiques s'installe sur un axe est-ouest en suivant le fleuve Saint-Laurent. Approche qui, selon Tennyson, laisse peu de place à l'étude du rôle des Maritimes dans la formation du Canada. Buckner abonde dans le même sens en disant que les historiens des années 1960, provenant surtout du Canada central, conclurent rapidement que le manque d'enthousiasme pour l'union chez les provinces atlantiques, signifie nécessairement un manque des perspectives à long terme chez ces derniers. Même si les deux dernières décennies virent de sérieuses tentatives de l'historiographie maritime pour changer ce stéréotype négatif, une révision à l'échelle nationale reste à faire chez les historiens du Canada central. Buckner suggère aux historiens d'expliquer pourquoi les Maritimes finirent par accepter une entente préparée par les Canadiens et destinée à régler des problèmes bien canadiens. Il pense qu'aux Maritimes, l'opposition n'est pas tellement contre l'union, mais plutôt contre les composants de l'entente. Ainsi, l'hésitation des Maritimes était peut-être redevable à leur position minoritaire. Advenant un changement d'opinion après la signature de l'entente, il leur serait alors extrêmement difficile de forcer les Canadiens à réviser l'entente.

Même si le séminaire d'Édimbourg était destiné à faire revivre le débat historiographique entourant les origines de la Confédération, les auteurs s'accordent pour dire qu'il ne s'agit pas d'une discussion exhaustive sur la question. On y fait peu état du Canada et les interventions sont plutôt destinées à rouvrir le dossier chez les historiens des Maritimes. De là, on peut souhaiter créer un nouvel intérêt chez les historiens du Canada central et dans un futur rapproché, voir des synthèses d'histoire canadienne faire une plus grande place au Canada atlantique. De plus, il faudrait que ces synthèses offrent un portrait plus fidèle des courants de pensée qui entourent l'entrée des Maritimes dans la Confédération.

Si cette série d'essais s'attarde à l'étude des politiciens et des marchands engagés dans ce débat constitutionnel du XIX^e siècle, on ne peut en dire autant pour les groupes ouvriers, les ruraux ou encore les divergences d'opinion prévalant chez les groupes ethniques. En quoi l'union pouvait-elle affecter les pêcheurs, les travailleurs d'usines de homard ou encore les milieux forestiers ? Il est à espérer que les années 1990 verront un renouvellement d'intérêt pour ces questions.

Nicolas Landry
Archives nationales du Canada